

**Communiqué après la délégation au ministère le 28 mai :**  
**Nous n'acceptons pas ! La rentrée ne peut se passer comme prévu !**  
**C'est maintenant que le ministre doit répondre à chaque dossier !**

Mercredi 28 mai 200 délégués se sont retrouvés devant le ministère de l'Education Nationale à l'appel de la FNEC FP-FO, répondant à l'initiative de l'assemblée départementale intersyndicale des enseignants de Haute-Loire d'aller en délégation chez le ministre déposer les cahiers de revendication.

Deux cents délégués, instituteurs et professeurs, EVS et AVS, parents d'élèves et élus, personnels administratifs et de service, des départements de la région parisienne et de province, de Lyon et Marseille, des Landes et de l'Ain, de Picardie, de Meurthe et Moselle et de l'Yonne ... porteurs de centaines de motions des écoles, collèges et lycées, des EREA et des lycées professionnels, des inspections académiques et rectorats.

Une délégation de 6, avec le secrétaire général de la FNEC FP-FO, a été reçue par deux représentants du ministre : tous les dossiers ont été cités et déposés, toutes les motions revendicatives transmises au ministre ; les représentants de Monsieur Darcos ont écouté et indiqué qu'un rapport serait remis au ministre, que réponse serait rendue après étude des dossiers.

A l'instituteur de Haute-Loire il a été répondu que son département « ne fait pas partie des départements sinistrés avec un P/E de 5,12 en progrès » que « 30 élèves par classe c'est exceptionnel » ! Au professeur de Seine Saint Denis dont le poste est supprimé et ... compensé par des heures supplémentaires il a été répondu que « la démographie justifiait les fermetures de postes et que la réforme des lycées, comme partout en Europe, allait alléger le nombre d'heures de cours » ! Au représentant des EVS de l'Yonne perdant son travail, comme 36000 de ses collègues fin juin, et porteur de 17 000 signatures exigeant leur réemploi il a été répondu « que rien n'était sûr » alors même qu'il a déjà reçu sa lettre de fin de contrat ; à tous il a été objecté que les décisions budgétaires justifiaient chaque « situation critique » évoquée ! À personne il n'a été répondu concernant les remises en cause des garanties statutaires des enseignants.

Mais à la mère de famille représentant les parents d'élèves, les élus et les enseignants du pays de Gex dans l'Ain il n'a rien été répondu à sa demande de respecter le droit à l'instruction de ses enfants menacé par les mesures Darcos contre l'école, mesures se traduisant par moins d'heures d'enseignement pour les élèves et dont elle a demandé le retrait.

Le secrétaire général de la FNEC FP-FO a conclu devant les 200 délégués :

*« Nous n'acceptons pas ces non-réponses, nous n'accepterons pas. Les revendications ne sont pas en suspens jusqu'en septembre 2008, c'est maintenant que les EVS sont licenciés, les élèves inscrits, les classes constituées, les enseignants nommés. Et le ministre continue, il s'attaque au droit de grève, aux statuts, il crée une « agence » pour les remplacements ! Chacun sait ce qu'il faut, comme pour les retraites, pour gagner, c'est la grève unie, la grève pour les revendications, et c'est ce que nous avons proposé à toutes les fédérations syndicales, la grève générale s'il le faut ! Chacun réfléchit à ce qu'il faut pour avancer en ce sens. La rentrée ne peut se faire ainsi ; Force Ouvrière n'accepte pas et prendra ses responsabilités ; la situation n'est pas réglée, rien n'est réglé, il faudra des réponses. La FNEC FP-FO va réunir ses instances, nous continuons, nous appelons à réunir les assemblées pour faire le compte rendu et exiger les réponses à chaque dossier. Nous rendrons compte des réponses. »*

Montreuil le 28 mai.